

William Ugeux

LA PROPAGANDE : UN INVESTISSEMENT TROP COUTEUX ET MAL ETUDIÉ ?

Pendant les derniers mois de la guerre Joseph Goebbels, l'un des sept dirigeants nazis qui entouraient Hitler, dictait chaque jour à l'un des deux sténographes que le Ministère de l'Information avait mis à sa disposition, Otte et Jacobs (ces deux hommes continueront à être sténographes parlementaires en République Fédérale) des impressions, des souvenirs. En vérité un journal semblable à celui qu'il avait tenu manuscritement jusqu'à ce moment. Une partie seulement de ces documents a été retrouvée. A la date du 1^{er} avril 1945 (on se souvient qu'Hitler et sa toute récente épouse Eva Braun se sont suicidés le 29 avril et que Goebbels, sa femme et ses enfants l'ont accompagné dans une mort volontaire), on lit :

« Je suis en train d'organiser l'émetteur « Werwolf ». Il doit être placé sous les ordres de Sensina qui a déjà accumulé beaucoup d'expériences en la matière durant la lutte pour la Sarre. Frutzmann n'est pas encore très avancé dans ses préparatifs pour l'organisation Werwolf. Il me semble aussi que chez lui le travail traîne beaucoup. Il se plaint que la population, dans les régions de l'Allemagne Occidentale occupée par l'ennemi, a pour le moment une attitude passive et se dresse contre le parti. Mais ce n'est pas une raison pour faire traîner autant. On devrait saisir le travail à bras le corps, au contraire. Je crois que je pourrais le stimuler puissamment par le truchement de notre propagande diffusée par l'émetteur « Werwolf » qui va voir le jour.

J'ai l'intention de radicaliser tout particulièrement toute notre politique de la propagande et de l'information. Au stade actuel de la guerre le langage le plus dur est encore le meilleur. »

Tandis que les forces alliées progressent de toutes les directions vers Berlin, Joseph Goebbels note encore :

« A Londres on note un certain revirement des esprits, en ce sens qu'on ne parle plus d'une fin imminente de la guerre mais qu'on se prépare à une poursuite des opérations militaires. Les Anglais ont donc été

brusquement tirés des illusions des fêtes de Pâques où ils attendaient la capitulation allemande d'heure en heure. Ils se donnent maintenant un nouveau délai de trois mois pendant lequel ils veulent avoir mis knock-out tout le Reich allemand. Je crois que l'opinion publique est très mécontente de ces délais successifs fixés par le commandement anglais. On voit qu'une propagande à la petite semaine comme celle-là n'est pas rentable à la longue. Elle ne sert qu'à rendre le peuple nerveux » (1).

Ils se trompent fondamentalement ceux qui définissent la propagande comme l'art de convaincre. Il s'agit de tout autre chose. La propagande est la mise en jeu d'une série de moyens qui visent à conditionner l'esprit du destinataire pour l'amener à faire ou à penser quelque chose qui n'est pour lui ni évidente ni spontanée.

Convaincre est l'œuvre de l'école, de l'information, de la politique.

Voisines, les deux notions sont pourtant très différentes. Et puisque la propagande est l'objet du présent article on est en droit de s'étonner que sa valeur au cours de la deuxième guerre mondiale n'ait pas encore été scientifiquement étudiée, et surtout que la rentabilité des investissements fabuleux que les belligérants d'un camp comme de l'autre y consacrèrent ait été aussi peu questionnée.

En dehors de la période des hostilités, la propagande constitue souvent une tentative d'arriver à des résultats dont on n'est pas tout à fait sûr qu'on aurait la force militaire de les imposer. Elle peut aussi viser à conditionner par une action systématique de démoralisation ou par une exaltation de la puissance de leur adversaire ceux qu'on se propose de réduire par la force au moment où ils seront le plus exposés à plier devant cette force. Pendant la période d'hostilité on retrouve la propagande avec des objectifs voisins tels que démoraliser l'adversaire, exalter le moral des amis, associés et alliés, ébranler les groupes sociaux non engagés dans le conflit. Parfois l'action de propagande a la vocation de forger les structures mentales en vue d'un consensus qu'il faudra bien obtenir après la fin des hostilités à propos d'une forme nouvelle de relations nationales ou internationales.

Si vous voulez bien vous mettre devant les problèmes avec lesquels étaient confrontés les responsables de la politique dans les démocraties occidentales et dans les dictatures de l'Axe Rome-Berlin vous aurez plus vite fait d'établir un inventaire d'obstacles graves que de prévoir d'irrésistibles succès.

Un des points faibles de tous ceux qui s'occupent de propagande c'est la nécessité où ils sont de convaincre leurs bailleurs de fonds et la tentation à laquelle la plupart d'entre eux cèdent de mener des campagnes qui sédui-

(1) GOEBBELS, *Derniers Carnets*, Journal du 28 février au 10 avril 1945, Flammarion, Paris, 1977.

sent les bailleurs de fonds en question sans pour autant obtenir de leurs véritables destinataires les résultats pré-calculés. Qu'elle se veuille préparatoire à un recours à la force, complémentaire d'une action de belligérance ou que ses auteurs investissent dans des conceptions sociales nouvelles pour un avenir auquel ils sont attachés, on peut distinguer chaque fois deux sortes de propagande, l'une plus facile que l'autre assurément : la première est la propagande négative, contestataire, destructive, démoralisatrice ; l'autre est la propagande positive, celle qui veut amener son destinataire à prendre une attitude qui l'engage dans ses biens, dans sa personne, dans sa philosophie.

On a rencontré avant, pendant ou après la deuxième guerre mondiale tous les types de propagande. La chose a commencé par le recours à la radio de Turin par les rexistes belges, la mise sur ondes de Ferdonnet, traître français au service des nazis grâce à l'émetteur de Stuttgart, ou du traître anglais Joyce, rebaptisé par ses auditeurs *Lord Haw Haw*, par les mêmes services du Docteur Goebbels. Les Anglais d'ailleurs étaient de leur côté moins inactifs qu'on l'a dit. Qu'on se souvienne du recours à l'invasion par voie postale du *Commander King Hall*, qui écrivait à d'innombrables Allemands des lettres leur expliquant les vues alliées, lettres qu'il postait dans divers coins de l'Europe. Après la défaite nazie certains collaborateurs français et belges repliés au-delà du Rhin mirent en jeu des moyens puissants pour garder contact avec une partie de l'opinion des régions libérées dont ils espéraient qu'elle leur était restée fidèle.

La constatation que l'on peut faire est qu'il y a une différence considérable entre une propagande aux effets quotidiennement contrôlables et une propagande qui doit s'exercer par delà le fossé d'un front. En temps de paix déjà, et en dehors de tout problème de propagande, les sociologues s'interrogent sur ce qui fait la différence d'approche des problèmes de l'actualité par des gens qui vivent tout proches les uns des autres, mais que sépare une frontière. La manière de voir et de penser des Belges de Tournai n'a rien à voir avec la manière de voir et de penser de leurs voisins français de Tourcoing. On trouve des traces de cette frontière intellectuelle jusque dans la sémantique des uns et des autres. Ne dit-on pas la TV en Belgique et la Télé en France. Pourquoi ? Quelle est la vraie nature de cet hiatus psychologique dont nous devons nous borner à enregistrer la réalité... et les effets.

Dans cet esprit il faut noter qu'entre 1939 et 1944 il existe, malgré un sérieux effort d'assimilation et de coordination, de profondes divergences entre les thèmes et les méthodes des bureaux alliés de *Psychological Warfare* et les thèmes et les moyens de propagande ou d'information auxquels recourent dans les pays occupés aussi bien l'autorité allemande d'occupation que les mouvements patriotiques.

Il suffit d'évoquer d'ailleurs quelques-unes des difficultés que rencontraient les bureaux alliés pour comprendre la profondeur de ces divergences. Dans les émissions de la B.B.C. en anglais, en français pour les Français, en

français pour les Belges, en néerlandais pour les Belges et les Hollandais, quelle devrait être la place accordée au Maréchal Pétain, au Général de Gaulle, au Roi Léopold, à la Reine Wilhelmine, ou même à des mouvements parfois ambigus comme le Secours d'Hiver, les Chantiers de la Jeunesse, les Volontaires du Travail... En réalité dans les destinataires de l'action de propagande imprimée ou diffusée on trouve des groupes très différents. Ces groupes n'acceptent certainement pas que l'on ne parle pas de leurs adversaires ou de leurs amis et, lorsqu'on en parle, ils n'acceptent pas qu'on en parle autrement que dans leur optique. La remarque vaut tout autant pour cette partie de la propagande que l'on a appelée tout à l'heure propagande d'investissement. Faut-il exalter la démocratie dont les faiblesses, les erreurs sont encore présentes à tous les esprits. Faut-il plutôt faire une distinction entre la manière forte des dictatures fascistes et certaines procédures de gouvernement musclé auxquelles rêvent des groupes sociaux que la pratique démocratique a déçus. On verra dans le fait l'effort de certains centres de propagande s'affirmer très différent de l'effort de centres apparentés. La coordination n'a jamais été totalement possible.

La deuxième remarque que l'on doit faire est que dans des coalitions il est à peu près impossible d'empêcher l'un ou l'autre pouvoir de diffuser une propagande qu'il croit précieuse mais qui peut se révéler maladroite. L'antisémitisme, l'anticléricalisme, un certain racisme anticolonialiste se sont retrouvés dans des émissions, dans des journaux, dans des tracts en contradiction absolue avec ce qui pouvait être dit dans d'autres émissions, dans d'autres journaux, dans d'autres tracts.

En sorte que, troisième remarque à faire, il est infiniment plus facile dans les termes de propagande de donner une dimension de mythe à des personnages du camp auquel on appartient, Churchill, Roosevelt, Staline ou Mussolini, que de bien choisir le mal que l'on entend diffuser à propos des chefs ennemis. Mais positive ou négative cette action dont l'objet est un être humain comporte toujours le risque que « l'image du moment » que donne le sujet ne s'accorde pas avec le mythe qu'on veut créer.

La quatrième observation doit porter sur la rencontre d'un certain nombre d'erreurs stratégiques ou tactiques commises par le camp auquel appartient l'officine de propagande. Il est vain de vouloir les ignorer. Le jour où Coventry fut détruite par un bombardement de la Luftwaffe de Goering, le jour où la marine britannique détruisit brutalement la flotte française réfugiée à Mers-el-Kebir, le jour où les Américains introduisirent dans la guerre aérienne le bombardement en tapis ne visant plus les seuls objectifs militaires, le jour des exécutions d'otages, les hommes qui étaient chargés de propagande n'ont pu éviter de tenter une explication. Et comme il n'y a à ce genre de chose aucune bonne explication, leur embarras a toujours desservi gravement le camp qu'ils avaient vocation de servir. On ne peut que souligner la valeur et la réussite d'un certain nombre d'opérations de propagande que leurs auteurs avaient réussi à personnaliser. Déjà pendant la drôle de guerre, Français et Allemands des deux côtés d'un front immobile et neigeux avaient mis sur pied des appareils coûteux d'espion-

nage qui leur permettaient d'interpeller par leurs noms les adversaires proches et de leur donner par haut-parleur des nouvelles — autant que possible désastreuses — des leurs. Ceci devait être poussé à son extrême à la fin de la guerre par un émetteur manipulé par les services anglais et qui s'appelait le « *Soldatenzender Calais* ». Il était supposé exprimer l'avis d'un soviet de soldats déserteurs dans la région de Calais. En vérité il émettait depuis la côte anglaise. Dans un langage violemment anti-allié il énumérait les rues des villages détruits par les « bombardements judéo-ploutocratiques » dont ils avaient repéré les lieux, ainsi que les noms des victimes dans les chroniques nécrologiques des journaux provinciaux allemands achetés à Berne ou à Stockholm. On imagine l'effet désastreux de ce genre d'émission sur les auditeurs au sein d'une armée qui commençait à douter d'elle-même. Ferdonnet, depuis son micro de Stuttgart, avait, en mai et en juin 1940, obtenu des résultats très voisins en révélant — jusqu'au détail de leur menu — les déplacements des états-majors franco-britanniques pendant le repli vers Dunkerque ou vers la Loire. Personnalisée la propagande démoralisante est rarement inefficace.

**

En vérité si l'on veut mesurer ce qui sépare fondamentalement les thèmes de propagande au départ des offices alliés et ce qu'on trouve par exemple dans la presse clandestine sur les rapports sur l'état de l'opinion, il semble qu'on puisse considérer que plus souvent radio, presse parachutée, propagandes diverses venues de Londres étaient portées à célébrer le « bon vieux temps », le temps où il n'y avait pas de fascistes, tandis que les populations des pays occupés éprouaient une certaine tendresse pour les rêves que les communistes avaient fort heureusement défini en parlant des « lendemains qui chantent ».

Henri Michel, le brillant historien de la Résistance française, a d'ailleurs fait à ce propos de très justes réflexions.

« La Pensée de la Résistance n'a pas été une, ni constante. Le développement de la lutte rassemblait des hommes venus des horizons spirituels les plus divers, sinon les plus opposés : seule les unissait la volonté de bouter l'occupant hors de France. D'autre part, la division de la France entre trois zones séparées par des lignes de démarcation qui n'étaient pas théoriques, l'impérieuse obligation de cloisonner de façon aussi étanche que possible, par sécurité, les activités des groupes et réseaux, sans oublier les ravages opérés par la Gestapo, rendaient impossibles ces discussions et ces confrontations d'idées où se rodent les doctrines et les programmes.

Lorsque l'unanimité se faisait entre des gens privés de contacts et idéologiquement séparés, c'est que la pensée commune était l'expression de la lutte commune ; l'accord s'établissait contre des hommes ou des systèmes politiques ; il était tout naturel contre le Nazisme, un peu moins complet, du moins initialement, contre l'Allemagne (2). Il alla en se ren-

(2) Précisons notre pensée : les uns combattaient l'Allemand, ennemi de toujours ; les autres surtout le Nazisme en voulant espérer que l'Allemagne s'en libérât un jour.

forçant contre Vichy, puis contre le Giraudisme ; il faillit se faire parfois contre les Américains eux-mêmes.

C'est dire que la Pensée fut constamment dictée par les circonstances. De ce fait, elle devait forcément se modeler un peu sur le déroulement des événements. Il ne faut donc pas s'étonner si les Mouvements de Résistance ont paru, au cours de leur existence tourmentée, changer leur étiquette philosophique ou politique ; il suffisait que la lutte l'exigeât, ou que l'arrestation d'un chef amenât des changements profonds dans la direction. »

Du même Henri Michel cette constatation très exacte que d'aucuns ne manqueront pas de rapprocher, s'agissant des affaires françaises, du climat de pensée qui régnait à Londres autour du Général de Gaulle. *Mutatis mutandis*, les tensions au sein de l'émigration belge entre la droite (Armée Secrète ?) et la gauche (Front de l'Indépendance ?), participent du même champ de réflexions.

« Ce qui manque toujours dans le concert, c'est la voix de la droite. Elle est la grande vaincue des années d'occupation ; elle est confondue avec « l'Etat de fait » de Vichy et, au mieux, avec le Giraudisme. Par peur, par désir de faire oublier le passé, sous l'effet d'une véritable révélation aussi, certains de ses membres vont au Parti Communiste ; à défaut, ils se rangent derrière le M.R.P. à qui la caution de l'Eglise donne un air rassurant ; ils ne sont pas toujours derrière de Gaulle, considéré souvent comme un général félon, promoteur de guerre civile et de luttes intestines.

En somme, la Résistance est unanime, à la Libération, pour écarter les collaborateurs et les Vichystes, pour accepter provisoirement la direction du général de Gaulle dont la popularité est immense, pour s'engager dans une politique de réformes économiques et de progrès social, pour faire appel au suffrage universel. Elle ne l'est pas sur la forme du régime politique. Il est impossible de faire entrer dans cette étude une analyse des raisons qui ont amené la Résistance, en définitive, à instaurer un régime très proche de celui de la III^e République ; une pourtant ne doit pas être oubliée, outre le caractère disparate d'un agrégat inconstitué d'adhérents peu unis ; c'est que les Résistants ont toujours constitué une minorité et que, par le jeu du libre suffrage, ils donnaient automatiquement la parole à la masse de ceux qui, sous l'occupation, s'étaient bornés à vivre au mieux, dans l'attente de jours meilleurs ; cette majorité d'attentistes, demeurés en dehors du brassage d'idées, de la Résistance, ne pouvaient pas pardonner à celle-ci d'avoir eu raison et de les avoir sauvés contre eux-mêmes. Ils ne pouvaient que revenir à leurs vomissements. Et en leur faveur jouait la loi du nombre » (3).



En 1943 paraissait à Paris, avec l'approbation de l'occupant, une sorte de manuel qui se proposait ouvertement d'enseigner la technique de la propagande (4).

(3) H. MICHEL et B. MIRKINE-GUETZEVITCH, *Les idées politiques et sociales de la Résistance*, Paris, 1954.

(4) Cité par R.G. NOBÉCOURT, *Les secrets de la propagande en France occupée*, Paris, 1962.

Les règles pratiques qu'énumérait ce traité de la propagande valent pour toutes les propagandes : elles sont d'ordre psychologique.

« A l'état pur, était-il enseigné, la vérité est dangereuse à manier... Une opinion établie ne peut être modifiée que par une action progressive... Ne pas présenter une thèse toute prête mais des propositions qui laissent à réfléchir et suggérer à l'esprit une voie où il cheminera même inconsciemment... Faciliter l'assimilation en exprimant l'idée sous une forme accessible et frapper d'abord le regard par la présentation typographique : l'image et le chiffre, sous leur air martial, frappent aussi et prouvent : on en peut partir, comme on le peut d'une vérité reconnue, pour soutenir « une thèse tendancieuse et invérifiable »... L'orchestration doit être rigoureuse : son unité joue le rôle de la direction de tir pour l'artillerie navale... La loi de répétition s'impose. Goebbels sur ce point est impératif : « La répétition finit par transformer en foi une simple tendance sans que l'individu se rende compte de ce travail ».

Qui avait ainsi codifié les règles du genre et avait pu en mesurer l'efficacité chez lui-même d'abord où il les avait officiellement instituées, ne manquait pas de compétence pour en déceler l'emploi chez les autres. Il ne manquait pas non plus d'aplomb pour s'indigner de la propagande adverse, s'étonner du crédit qu'elle obtenait et en dénoncer vertueusement l'effronterie. Et on va le voir, en des exercices illustrant d'une certaine façon ses propres directives, réfuter les mensonges qui « déferlaient » de Londres ; les contredire et les rectifier, mêlant avec plus ou moins d'adresse quelques grains de vérité à sa démonstration fallacieuse. L'histoire déroulée en montre aujourd'hui la dérision, mais, quoique cette propagande, en sa double entreprise de riposte et d'attaque, dût avouer elle-même son insuccès (nous enregistrons l'aveu pour conclure) peut-on affirmer qu'au moment où l'histoire se déroulait, elle fût absolument illusoire et vaine ?

« L'un de ses procédés, qui éveillait le moins la fidélité, l'erreur ou la trahison des différents journaux selon leur docilité plus ou moins zélée, plus ou moins réticente, plus ou moins sourde, aux consignes qui leur parvenaient par cette voie discrète. »

**

Il ne paraît pas douteux qu'entre l'émetteur d'une information de propagande et le récepteur de cette propagande un certain discours culturel commun est requis pour que « le message passe ». Après quelques mois de guerre on a bien été obligé de constater que ce « discours culturel commun » était réduit. Il n'est pas jusqu'au vocabulaire qui n'ait pris des connotations pratiquement contradictoires d'un côté du front ou de l'autre, du côté de la B.B.C., des gouvernements d'émigration, des bureaux du *Psychological Warfare*, des divers mouvements de résistance, et bien plus encore du côté des opinions indécises, des gens qui cherchaient à comprendre. On l'a dit déjà, les choses ne sont jamais simples. Il y a des obstacles à ne pas perdre de vue. Certains buts de guerre, certains jugements de valeur que l'on essaie d'influencer, se

heurtenant à des situations faites, à moins que ces situations les aient engendrées. Dans l'écoute dangereuse et clandestine d'une émission brouillée par l'occupant, toute une série de dimensions, toute une série d'espérances rendent très malaisés le dialogue, l'échange, la compréhension réciproque.

Mais il y a pis, et c'est la dernière partie de nos considérations. On veut parler des accidents. Et les « accidents » sont beaucoup plus fréquents que l'on peut les imaginer quarante ans après l'événement. Nous n'allons pas en reprendre une énumération. Bornons-nous à citer les plus tragiques d'entre eux. Quelques exécutions sommaires eurent lieu dans la Belgique libérée ou à la veille de la libération. Devant les tribunaux qui — comment eût-il pu en être autrement dans un pays qui avait retrouvé un système judiciaire démocratique ? — avaient à juger des « assassinats » ainsi perpétrés, on a plus d'une fois avancé la circonstance largement atténuante du moment où les faits se sont produits et du fait que « Londres avait parlé », que la radio de Londres « les » avait condamnés à mort et qu'on s'était borné à suivre les ordres.

En réalité il y a eu quelques propos maladroits à telle ou à telle « radio de Londres ». Le plus grave est peut-être celui dont il semble bien que Max Buset, futur chef du parti socialiste belge, a pris la responsabilité, disant, quelques semaines avant la libération, dans un grand envoi oratoire, « retenez bien votre rexiste, il n'y en aura pas pour tout le monde ». Il y a une émission célèbre de Paul M.G. Levy, échappé du camp de concentration de Breendonk, et qui a cité par son nom un entrepreneur qui travaillait pour les Allemands dans le Fort transformé en prison. Cet entrepreneur fut abattu par des résistants. Et le procès, comme d'autres procès d'ailleurs qui concernaient l'exécution sommaire de cinq ou six traîtres « zwart » limbourgeois, mit en cause le fait que « la radio de Londres » les avait condamnés à mort.

Paul Levy a raconté certains de ces incidents et entre autres celui de l'entrepreneur dont on vient de parler (5).

« C'était à Londres, le 7 décembre 1943. Pour la première fois depuis mon arrivée en Grande-Bretagne, je prenais la parole à la radio flamande, à *Radio-België*. Jan Moedwil venait de rappeler comment deux ans plus tôt, il avait prononcé mon éloge funèbre au même micro. Je parlais de Breendonk. Je le faisais avec la pleine conscience de la gravité et de l'importance des paroles que je prononçais.

Il fallait qu'un témoin authentique de Breendonk pût dire au micro pour que le monde le sache et pour que la Belgique en ait la connaissance exacte ce qui se passait dans ce haut-lieu de la Gestapo ; il le fallait pour forcer la main à von Falkenhausen peu préoccupé sans doute du bien-être des prisonniers de sa police mais très préoccupé de sa réputation de « bon » gouverneur ; il le fallait enfin pour que les ouvriers flamands de Breendonk, de Puurs, de Willebroek, de Londerzeel qui travaillaient au Fort sachent qu'on était au courant de leur attitude, qu'on se souviendrait que beaucoup d'entre eux avaient aidé les prisonniers dont ils étaient les seuls intermédiaires avec le monde extérieur, mais que certains agissaient d'une façon scandaleuse. De là l'importance de la citation de Frans l'en-

(5) *Témoignage Chrétien*, 24 août 1971.

trepreneur et aussi sans doute l'effet salutaire qu'eut cette émission : car l'attitude de plusieurs vis-à-vis des prisonniers en fut transformée.

On ne parlait pas à la légère du micro de Londres. On parlait en fonction des résultats à atteindre. On taisait certaines choses bien connues parce qu'il aurait été dangereux de montrer qu'on les connaissait, mais on en proclamait d'autres parce que le fait d'en parler pouvait procurer une aide immédiate aux opprimés. Et cela, il fallait le faire en pleine connaissance de cause. »

Qu'on n'ait jamais « condamné à mort » dans des émissions belges, ce n'est pas très certain. Même certains propos furent très nettement ambigus. Empruntons encore à Paul Levy l'énumération des émissions vers les pays occupés.

— Radio-Belgique, créée dès septembre 1940 par Victor de Laveleye sous les auspices de la B.B.C.

C'était l'émission qui se rendit célèbre par son « Courage, on les aura les Boches », par l'invention du V et par les chroniques quotidiennes et fraîches et si impartiales de Victor de Laveleye ;

— *Radio-België* qui fut d'abord la simple traduction de Radio-Belgique, mais qui bientôt, grâce à son fougueux et sympathique protagoniste Jan Moedwil (Fernand Geerssens) acquit une célébrité de bon aloi soulignée et entretenue par ses imprécations : « ...en toch, krijgen wij ze wel de Moffen ! » qui concluaient les textes originaux de ce bon Moedwil ;

— la Radio Nationale Belge qui, à partir du printemps de 1943, diffusa sur son antenne belge de Léopoldville les émissions préparées à Londres, à New York, à Léopoldville sous la haute direction de Théo Fleischmann, émissions dont certaines étaient également diffusées sur les antennes de la B.B.C. mais sous la responsabilité du gouvernement belge ;

— les diverses émissions françaises (France Combattante, Français parlent aux Français, émissions nocturnes pour les prisonniers, etc.) qui comportaient souvent des textes et des messages destinés aux Belges ou traitant de sujets belges ;

— certaines émissions de la B.B.C. comme le service « *French for Europe* » auquel j'eus l'honneur de collaborer dès sa constitution à la fin de 1943 et notamment en créant « Quatre hommes dans un studio », « L'Université des Ondes » et « La Grande-Bretagne en guerre ».

Un Conseil de Guerre qui avait à examiner le cas de huit résistants accusés du meurtre de cinq traîtres, notait qu'il n'y avait dans les propos de la B.B.C. rien qui constituât pour ces derniers une justification. On ne peut en dire autant des propos qu'on a cités plus haut de Max Buset s'adressant à Emile Valentin. Ces propos d'ailleurs ont suscité tout aussitôt de la part des membres du gouvernement belge à Londres, notamment de M. Paul-Henri Spaak, et de la Radio Nationale Belge, de très vives protestations et des refus de s'engager dans la voie de la provocation à la violence.

Mais qui ne mesure immédiatement combien certaines émissions pouvaient être dangereuses ? Parce qu'elles étaient nécessairement comprises dans le sens où leurs auditeurs souhaitaient les comprendre.

Une des plaies de l'occupation, où qu'elle se passe, semble-t-il, et particu-

lièrement en Belgique, est la délation. Une délation médiocre, qui ne porte pas sur les grands criminels, les collaborateurs importants de l'ennemi, mais sur le voisin, le compagnon de bureau, le personnage ambigu. Tous les mouvements de résistance ont expédié à Londres, pendant des années, de longues « listes noires ». Les services du gouvernement belge et de l'Auditorat Général à Londres ne pouvaient pas ignorer ces dénonciations. Ils ne pouvaient pour autant leur accorder le moindre crédit. Elles ne constituèrent à la libération, dans les fichiers de l'Auditorat, que des références maniées avec une extrême réserve. Dans tout cela il y a une nouvelle preuve de la distorsion profonde qui peut exister entre une structure étatique d'exil, soucieuse de préparer pour le jour de la libération une épuration inévitable, et des enquêtes destinées autant à récompenser les bons citoyens qu'à punir ceux qui ne le furent point, et, d'autre part, une population accablée par l'occupation et par la collaboration, éccœurée, et qui laisse son imagination s'envoler vers une justice qui dirait à chacun ce qu'il a bien fait et ce qu'il a mal fait.

Et surtout une distorsion absolue entre de hauts fonctionnaires et des militaires préparant une action légale et des groupes clandestins anxieux de recevoir un ordre — que la plupart d'entre eux, à raison des événements, attendirent en vain — qui leur eut permis de « venger un jour les affronts qu'il avait fallu subir ».

**

Les auteurs de *l'Encyclopédie de la guerre, 1939-1945* ⁽⁶⁾, c'est-à-dire un groupe d'historiens alliés et allemands de haute renommée, ont demandé à Michaël Foot de traiter dans leur ouvrage le *verbo* « Propagande ». Le brillant universitaire anglais qui appartient lui-même à S.O.E. ⁽⁷⁾ et qui a consacré à M.I.9. des souvenirs appuyés sur des archives enfin libérées, n'accorde dans cette Encyclopédie une importance considérable qu'au « *Soldatenzender Calais* », dont nous avons déjà parlé, et dont il pense qu'il était relayé à certains moments par plus de soixante stations dont certaines prétendaient se trouver en territoire occupé. On remarquera encore dans le résumé de Michaël Foot une évocation de la propagande japonaise qui, affirme cet expert, s'est souvent bornée à être pro-japonaise et à négliger une action qui eût été anti-américaine ou anti-alliée. En vérité cette action japonaise fut, de l'avis de Michaël Foot, à peu près inefficace.

Au fond, on aurait quelque peine à trouver un historien ou un expert prêt à accorder à l'efficacité de la propagande, qu'elle fût utilisée par un des camps de belligérance ou par un autre, un crédit illimité. Ceci ne veut pas dire que les troupes de l'un ou de l'autre camp aient été à l'abri du « conditionnement » tout comme les états-majors. Cela ne veut pas dire que la classe

(6) Casterman, Tournai-Paris, 1977.

(7) *Special Operation Executive*.

politique en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis, au Japon, en U.R.S.S. comme dans les territoires occupés (et il serait intéressant à ce sujet qu'une étude sérieuse fût faite sur la « libération » de l'Europe Centrale par l'Armée Rouge) n'aient pas été sérieusement « trompés » dans quelques domaines. Ce qu'on croit pouvoir dire c'est que pour qu'une propagande rencontre un terrain d'ensemencement bien disposé il n'est certainement pas nécessaire que son action s'exerce dans le milieu ami ou que le degré de crédibilité de l'émetteur de propagande soit considérable. Mais il faut qu'une contre-propagande ne s'exerce pas simultanément, ce qui fut le cas dans la plupart des pays pour l'une et l'autre des propagandes. On trouvera probablement l'analyse la plus exhaustive dans ce domaine dans l'excellent chapitre de Jules Gérard-Libois et de José Gotovitch sur « La Belgique occupée » dans *L'An 40* (8). Qu'il s'agisse du film, des spectacles, de la presse, de la radio, les deux auteurs de cet ouvrage qui n'a pas été égalé depuis, ont minutieusement décomposé le fonctionnement de l'appareil allemand d'occupation dans la première période de cette occupation, c'est-à-dire au moment où l'armée et le parti bénéficiaient d'un capital de surprise et d'une liberté d'action dont certains de leurs services ne se firent pas faute de cueillir les dividendes rapidement tandis que d'autres s'enlisaient dans des querelles de bureau qui nuisaient à la finalité de leur présence dans la Belgique occupée.

Un très brillant journaliste, qui allait devenir un très important homme politique, M. Paul Struye, adressait tous les six mois au gouvernement de Londres, un état de l'opinion, ou plus exactement un état des opinions sur le territoire belge où il vivait sous l'occupation. C'est peut-être là que les chercheurs de demain trouveront de la manière la plus évidente les frontières de la compatibilité entre les propos des différents offices de propagande de la guerre et la curiosité, la capacité à se laisser « bourrer le crâne », l'efficacité des filtres spontanés ou préparés que la population dans chacune de ces catégories sociales opposait à la propagande de l'occupant. C'est là aussi qu'on trouvera des bases pour un jugement sur la valeur des actions de propagande alliées : émissions nationales, propos gouvernementaux transmis par la radio, alimentation de la presse clandestine, diffusion de magazines jetés d'avions, etc. (9).

Ni dans un cas ni dans l'autre, il n'apparaît qu'un effort réussi ait été mené pour rencontrer vraiment les préoccupations, les curiosités, les disponibilités, les espérances d'une population que sa situation matérielle ne portait pas à articuler des jugements de valeur fondés sur une information contrôlée.

(8) J. GÉRARD-LIBOIS et José GOTOVITCH, *L'an 40*, Bruxelles, Crisp, 1971.

(9) Paul STRUYE, *L'évolution du sentiment public en Belgique sous l'occupation allemande*, Bruxelles, 1945.

On ne négligera pas quatre volumes de deux autres journalistes avertis qui, au jour le jour, ont tenu des « Carnets » sous l'occupation : Paul DELANDSHEERE et Alphonse OOMS, *La Belgique sous les nazis*, Edition Universelle, Bruxelles, 1945-1946.

M. Anthony Rhodes, qui a publié en 1976⁽¹⁰⁾, au départ de documents d'archives anglaises et américaines devenues disponibles, un gros volume rempli de reproductions en couleurs extrêmement intéressantes sur la propagande, n'est pas plus précis dans ses conclusions que nous n'avons pu l'être dans ce court article. Il semble qu'Anthony Rhodes, comme d'ailleurs ses lecteurs, soient acculés à penser qu'on a été un peu vite en croyant en particulier à propos de Joseph Goebbels, que les techniques de la propagande ont été dominées au cours de la deuxième guerre mondiale. A notre sens à peine ont-elles été utilisées d'une manière plus ou moins scientifique.

Un très brillant journaliste, qui allait devenir un très important homme politique, M. Paul Struyé, adressait tous les six mois au gouvernement de Londres, un état de l'opinion, ou plus exactement un état des opinions sur le territoire belge où il vivait sous l'occupation. C'est peut-être là que les chercheurs de données récentes de la manière la plus évidente les frontières de la comparabilité entre les pays des différents effets de propagande dans la littérature et la culture, la capacité de saisir « pour les besoins de la cause » cités des films, émissions ou spectacles de la population dans certains de ces contextes sociaux, opposés, riches, paysans de l'occupation. C'est là aussi qu'on trouve des bases pour un jugement sur la valeur des actions de propagande effectuées par les gouvernements nationaux, propres gouvernementaux, la radio, alimentation de la presse, distribution, diffusion, des gains, jeux, b'agnes, etc. On se rappelle encore dans le (8) J. GÉRARD-LIBOIS et JOSEF GOTOVITCH, L'art de la propagande, Bruxelles, 1971.

(9) PAUL STRUYÉ, L'évolution du sentiment public en Belgique sous l'occupation allemande, Bruxelles, 1942.

(10) ANTHONY RHODES, *Propaganda: The art of persuasion: World War II*, Chelsea House Publishers, New York-London, 1976.